

Carte blanche, Caroline Knupfer, vice-présidente de l'ASPS

Extrait de rapport annuel 2022

Des temps incertains pour l'avenir de la politique sociale

Une année particulière s'achève en termes de politiques sociales. À peine sorti-es de la période de Covid-19, nous avons été bousculé-es par la guerre en Ukraine. Cette dernière a fait vaciller nos repères ; elle a ébranlé nos certitudes et nos croyances en un monde occidental sans guerre. En 2022, nous avons soif d'optimisme et voulions croire à un monde meilleur, dont quelques traits semblaient ici et là s'esquisser durant la pandémie : un monde plus écologique, plus attentif aux liens sociaux, moins individualiste. Mais cet espoir a vite été déçu lorsque nous nous sommes retrouvé-es confronté-es à une crise énergétique et une inflation inquiétante – phénomène inédit en Suisse depuis plus de 15 ans.

Le début de la pandémie a fait craindre une explosion des demandes d'aide sociale et une augmentation significative du taux de pauvreté. Mais grâce à une politique sociale interventionniste pratiquée d'abord par la Confédération, puis par les cantons, les effets les plus redoutés ont pu être limités. La catégorie la plus touchée sur le plan matériel fut sans doute celle des indépendant-es, car beaucoup ont traversé une période éprouvante. Mais, malgré un nombre important de faillites, la majorité des indépendant-es a réussi à s'en sortir, ou du moins à éviter une précarisation durable. Si nous pouvons à cet égard saluer le dynamisme de l'économie suisse, il me semble que cette réussite est également un signe de l'efficacité de notre État social. Elle met surtout en évidence que lorsque la Confédération pratique une politique volontariste – ce à quoi on peut assimiler les nombreuses aides COVID octroyées – l'on peut s'attendre à un retour sur investissement.

Il est ainsi réjouissant de constater que la dernière statistique de l'aide sociale montre un léger recul de ce taux au niveau suisse, ainsi que dans une majorité des cantons (Statistique des bénéficiaires de l'aide sociale, OFS, 2022). Il en va de même pour les dépenses nettes de l'aide sociale qui affichent pour la troisième fois consécutive une légère baisse par rapport à l'année précédente. Toutefois, ces informations chiffrées doivent être prises avec nuance et circonspection. Il est nécessaire de les analyser et de ne pas tirer naïvement des conclusions hâtives qui pourraient faire croire que nous serions en passe de bannir de notre pays la pauvreté, l'exclusion et la vulnérabilité. Malheureusement, ces phénomènes continuent à toucher de nombreux individus et restent préoccupants sur le plan des politiques sociales. Tout d'abord, il importe de rappeler que la pandémie a eu un fort impact sur certaines personnes au niveau de leur santé physique et psychique. Les jeunes semblent particulièrement touché-es et l'on peut craindre des conséquences sur leurs chances d'acquérir une formation, avec un accroissement de leurs risques de dépendre de l'aide sociale.

Ensuite, force est de constater que l'assistance publique reste stigmatisante. On peut donc s'attendre à une certaine retenue à faire valoir un droit à d'éventuelles prestations, notamment pour les ménages ayant d'autres revenus et uniquement un droit partiel à une prestation, ou pour ceux et celles qui craignent des conséquences sur le plan du permis de séjour. Le récent intérêt des collectivités publiques et des Hautes Écoles pour le thème du non-recours est bénéfique car il nous permettra d'améliorer nos

connaissances et, espérons-le, d'être désormais en mesure d'agir sur ce phénomène¹.

Notons aussi que les indicateurs du taux de pauvreté et d'aide sociale correspondent à des seuils, basés sur des conventions qui ne reflètent que très partiellement la pauvreté vécue par les personnes concernées. Ceux-ci dissimulent une panoplie infinie de situations personnelles pouvant tout aussi bien résulter de ruptures abruptes dans la trajectoire de vie que de l'aboutissement de longues et éprouvantes tentatives infructueuses de s'en sortir. Parfois, de mauvais choix ont influencé des situations personnelles alors que d'autres situations de pauvreté s'expliquent par l'absence d'assurances. Il importe également de se rappeler que les indicateurs d'aide sociale et de pauvreté restent partiels parce qu'ils ne reflètent pas la situation des populations qui sont de fait exclues de l'aide sociale, comme les personnes au bénéfice de permis limités dans le temps, voire sans aucun droit de séjour en Suisse.

Dans ce contexte, l'annonce de l'inflation a ébranlé la Suisse. Fort heureusement, les barèmes de l'aide sociale et des PC AVS/AI ont été indexés, et selon les cantons ceux d'autres prestations, comme les subsides à l'assurance maladie. Malgré tout, le pouvoir d'achat d'une grande partie de la population a baissé en 2022 ; si les ménages les plus vulnérables sont parmi les plus touchés, la précarité gagne du terrain et les difficultés atteignent désormais aussi des ménages de la classe moyenne. Et en 2023, l'inflation continue...

Depuis un certain temps, et plus particulièrement depuis la pandémie, les œuvres d'entraide sonnent l'alarme puisqu'elles sont confrontées à une augmentation en flèche des demandes de conseil et de soutien. Elles observent une affluence inédite dans leurs magasins proposant des produits de consommation courante à bas prix. Il leur est difficile de répondre à la demande croissante de sollicitations, comme l'indiquent les centrales téléphoniques chroniquement surchargées. Il s'avère en effet que le soutien du monde associatif est souvent perçu comme moins stigmatisant que l'aide publique. C'est la raison pour laquelle les queues dans les magasins de Caritas ou dans des lieux de

¹ Hümbelin, Oliver. 2019. «Non-Take-Up of Social Assistance: Regional Differences and the Role of Social Norms». *Swiss Journal of Sociology* 45(1):7–33.

Hümbelin, Oliver, Tina Richard, Claudia Schuwey, Larissa Luchsinger, und Robert Fluder. 2021. Nichtbezug von bedarfsabhängigen Sozialleistungen im Kanton Basel-Stadt – Ausmass und Beweggründe. Bern: Berner Fachhochschule für Soziale Arbeit.

Leresche, Frédérique (2022). La non-demande aux droits et services de l'État social : une ethnographie de pratiques sociales subalternes. Thèse soutenue à l'Université de Genève, Faculté des sciences de la société.

Leresche, Frédérique. (2019). La critique portée par le non-recours aux droits sociaux : propositions pour développer une approche subalterne. *Sociologies [En ligne], Premiers textes*.

<http://journals.openedition.org/sociologies/11438>

Lucas, Barbara, Catherine Ludwig, Jérôme Chapuis, Jenny Maggi, Eric Crettaz, Audrey Magat, et Maxime Walder. 2019. Le non-recours aux prestations sociales à Genève. Genève: Haute Ecole de Travail Social et Haute Ecole de Santé (HES-SO).

Lucas, Barbara, Jean-Michel Bonvin, and Oliver Hümbelin. 2021. «The Non-Take-Up of Health and Social Benefits: What Implications for Social Citizenship?» *Swiss Journal of Sociology* 47(2):161–80. doi: 10.2478/sjs-2021-0013.

Meier, Gisela, Eva Mey, und Rahel Strohmeier Navarro Smith. 2021. Nichtbezug von Sozialhilfe in der Migrationsbevölkerung. Zürich: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften.

Jean-Pierre Tabin et Frédérique Leresche, «Une critique furtive de l'État social. Une perspective théorique pour comprendre le non-recours raisonné aux prestations sociales», *Émulations, Varia*, En ligne. Mise en ligne le 09 octobre 2019. DOI : 10.14428/emulations.varia.026

Par ailleurs, un consortium de professeur-e-s et chercheuses et chercheurs de la HES-SO a développé le site *jestime* finalisé en 2022 et visant à faire connaître à la population des cantons romands ses droits sociaux (jestime.ch)

distribution alimentaire s'allongent. Ils accueillent aujourd'hui bien plus de personnes précarisées qui ne sont ni des requérant·es d'asile débouté·es, ni des personnes en situation irrégulière. De plus en plus de familles qui ne reçoivent qu'un subside pour leurs primes d'assurance-maladie franchissent ces portes puisque leur facture d'électricité, de chauffage ou leur simple consommation courante pèsent trop lourdement sur leurs budgets.

Les temps sont donc contrastés et l'apparente embellie sur le plan de la statistique de l'aide sociale semble cacher des réalités bien plus inquiétantes. Si nous regardons l'avenir, cette crainte est d'autant plus fondée. Quelles seront les conséquences économiques, sociales et politiques des primes d'assurance maladie dont la hausse a déjà été annoncée ? D'une inflation qui se maintient à des niveaux élevés ? D'une économie secouée par la crise bancaire ? D'une politique extérieure ou migratoire très influencée par la crise ukrainienne ? D'un budget fédéral marqué par les économies ? D'une Banque nationale suisse pingre envers les cantons ? D'un marché du travail stable à première vue, mais sans doute touché par les effets démographiques ?

Le contexte politique actuel n'est pas propice à combler les déficits en matière de prestations sociales. Pourtant, les différents phénomènes décrits ci-dessus s'additionnent et nécessiteraient des réponses coordonnées en matière de politique sociale visant à combler les lacunes existantes. Mais compte tenu du contexte politique actuel, il est fort probable que le contraire se réalisera et que les décisions des collectivités publiques auront un impact négatif sur les plus fragiles et vulnérables dans notre société.

L'Association suisse de politique sociale (ASPS) peut rendre attentive à ces évolutions, inviter à réfléchir et à aiguïser nos regards. À travers nos discussions au sein du comité, nos « Talk » de politique sociale et nos colloques ouverts à un large public, nous créons des espaces de débats et de dialogues qui deviennent aujourd'hui de plus en plus rares. L'ASPS a comme objectif d'aborder les questions de politique sociale d'un point de vue factuel et de les mettre en perspective. Or, ce type d'espaces devient de plus en plus rares dans un monde polarisé, souvent phagocyté par les fake news. Face aux défis sociaux, politiques et économiques actuels, nous devons à mon avis veiller tout particulièrement à conserver ce type d'espaces de débats afin de cultiver les échanges ouverts, interdisciplinaires et basés sur des travaux issus de la recherche scientifique !